

Document

Même en Égypte, les agences de notation font la loi

(slateafrique.com)

9 novembre 2011

L'Égypte fait face à une situation économique difficile depuis le début de la révolution. L'aide internationale apparaît donc indispensable, pays arabes en tête.

Quelques jours seulement avant que l'Égypte n'entre en négociations avec les bailleurs internationaux pour financer sa transition, l'agence Standard and Poor's (S&P) a dégradé la note du pays. Ainsi, la dette long terme en devise du pays a été dégradée de «BB» à «BB-», le 18 octobre dernier. L'agence n'exclut pas de réviser cette note à la baisse à nouveau si les changements politiques attendus ne sont pas au rendez-vous du premier semestre 2012.

Selon S&P, les finances publiques égyptiennes devront faire face à une importante demande sociale. L'agence de notation estime donc que le déficit public, faute d'une assiette fiscale suffisamment large, devrait être équivalent à celui pratiqué par le régime d'Hosni Moubarak en s'établissant à environ 8% du PIB. L'inflation a atteint 10,6% en glissement annuel sur les neuf premiers mois de l'année, laissant présager d'importantes subventions des produits alimentaires et du fuel.

Pression sur la balance des paiements

De façon générale, l'économie égyptienne a été durement touchée par sa révolution. La croissance, qui dépassait les 5% en 2010 (7,2% en 2009), devrait péniblement atteindre 1% en 2011. Les recettes touristiques, première source de devises du pays, ont chuté de 90%. La seconde source de devises, les transferts des migrants, a été lourdement affectée par les crises économiques et financières qui secouent les pays occidentaux, et, plus récemment, par le retour de quelque 130.000 Égyptiens rentrés de Libye.

Même chose du côté des investissements étrangers qui accusent un recul de 92% par rapport à 2010. Résultat, pour soutenir la livre égyptienne, la Banque centrale a dû puiser dans ses réserves de change. Ces dernières sont passées d'environ 26 millions d'euros fin novembre 2010 en à 17 millions fin septembre 2011.

Une situation d'autant plus dure à supporter pour les futures nouvelles autorités égyptiennes que les difficultés économiques du pays ne se sont pas envolées avec l'ancien régime. En tout premier lieu, on retrouve le chômage des jeunes, comme dans tous les pays de la zone.

«Aucune des économies n'est capable de trouver un modèle pour faire face à ce 'tsumani' de jeunes travailleurs», remarque Samir Aïta, président du Cercle des économistes arabes, interrogé par le quotidien économique français *La Tribune*.

L'Égypte, qui a envisagé dans un premier temps de se passer d'une partie de l'aide internationale qui lui avait été proposée en se tournant vers son marché intérieur, ne pourra pas s'en priver, juge Samir Aïta.

Les bailleurs de fonds arabes en tête

C'est dans ce contexte peu favorable que l'Égypte entamait donc des négociations avec des bailleurs de fonds internationaux.

«Des négociations sont en cours avec le G8, le conseil de la Coopération du Golfe, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour obtenir des prêts et aides visant à combler les déficits budgétaires et réaliser de projets de développements», a précisé Fayza Abou Naja, ministre égyptienne de la Planification et de la coopération internationale au quotidien Al Ahram.

Le partenariat de Deauville s'est en effet récemment élargi aux pays du Golfe, les pays du G8 devant faire face à leurs propres problèmes économiques. Ils ont d'ailleurs déjà fait des propositions. Les Émirats arabes unis ont annoncé le 23 octobre une enveloppe de 2,2 milliards d'euros, dont les modalités sont encore en discussion. L'Arabie Saoudite offre quant à elle un package de près de 2,9 milliards d'euros et le Qatar a déjà fait un don de 360 millions d'euros. En comparaison, la France, fer de lance du Partenariat de Deauville, a promis de consacrer 1 milliard d'euros pour l'Égypte et la Tunisie réunis.

La prédominance de l'aide arabe laisse de nombreux observateurs sceptiques. Ils craignent notamment un retour en arrière quand aux aspirations démocratiques qui ont animés la population égyptienne. D'autant que les partis islamistes vont jouer un rôle non négligeable dans l'avenir politique des pays du «Printemps arabe».